

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

26 novembre 2013

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**demandant à la Belgique de prendre un
engagement clair et ambitieux dans le cadre
des négociations en cours sur le climat**

(déposée par Mmes Karin Temmerman et
Véronique Bonni et M. Dirk Van der Maelen)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

26 november 2013

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende een ambitieus en duidelijk
engagement van België in het kader van de
lopende klimaatonderhandelingen**

(ingediend door de dames Karin Temmerman
en Véronique Bonni en de heer
Dirk Van der Maelen)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA:	Questions et Réponses écrites
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
PLEN:	Séance plénière
COM:	Réunion de commission
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:

DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Plenum
COM:	Commissievergadering
MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

DÉVELOPPEMENTS,

MESDAMES, MESSIEURS,

Le passage du typhon Haiyan aux Philippines (8 novembre 2013) a déjà coûté la vie à des milliers de personnes, alors que le nombre de Philippines ayant dû quitter leur habitation se compte en millions. Même si la question de savoir si le nombre de typhons augmente ou non en raison du réchauffement climatique ne fait pas l'unanimité parmi les scientifiques, il ressort d'indications scientifiques claires que la force des typhons s'accroît bel et bien avec le réchauffement climatique. Haiyan était déjà le cinquième typhon de catégorie 5 (la catégorie la plus élevée) balayant les Philippines cette année. Faisant observer que de la fréquence de tels "supertyphons" s'accroîtra au cours des prochaines décennies, des scientifiques établissent un lien direct avec le changement climatique. Dans ce contexte, la demande du G77, la coalition des pays en développement au sein des Nations unies, visant à obtenir un financement effectif de la lutte contre le changement climatique par le biais d'un mécanisme de "pertes et dommages" se fera de plus en plus pressante lors des négociations actuelles et futures sur le climat à Varsovie (COP19, 2013), à Lima (COP20, 2014) et à Paris (COP21, 2015).

Le financement international de la lutte contre le changement climatique a immédiatement été considéré comme un élément crucial des négociations sur le climat. Lors du sommet de l'ONU sur le climat organisé à Copenhague fin 2009, les pays industrialisés se sont engagés à mobiliser conjointement d'ici 2020, par le biais d'une large gamme de sources de financement privées et publiques, 100 milliards de dollars par an de moyens "nouveaux et additionnels", afin de soutenir les pays en développement dans leur lutte contre le changement climatique. Cette promesse a été réitérée à Cancún en 2010, dans le contexte d'efforts significatifs visant à réduire l'émission de gaz à effet de serre et à instaurer la transparence.

À Durban (2011), un programme de travail a été mis sur pied en matière de financement à long terme, l'objectif étant de contribuer à intensifier les efforts de mobilisation du financement de la lutte contre le changement climatique après 2012. Cette promesse a été inscrite en 2012 à Doha dans "l'accord de Doha sur le changement climatique". Pour pouvoir assurer la crédibilité des négociations sur le climat et relever le niveau d'ambition d'un nouvel accord mondial sur le climat qui doit être prêt d'ici 2015, il est capital d'élaborer une vision et une trajectoire de financement claires, qui permettront d'honorer les engagements contractés.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De doortocht van tyfoon Hayian op de Filipijnen (8 november 2013) heeft reeds aan duizenden mensen het leven gekost, terwijl het aantal Filipijnen dat zijn woonplaats heeft moeten verlaten in de miljoenen loopt. Hoewel over de vraag of het aantal tyfoons al dan niet toeneemt door de klimaatopwarming nog onenigheid bestaat onder wetenschappers, zijn er duidelijke wetenschappelijke indicaties dat de kracht van tyfoons wel degelijk toeneemt naarmate het klimaat opwarmt. Haiyan was al de vijfde tyfoon van categorie 5 (de hoogste categorie) die dit jaar de Filipijnen aandeed. Wetenschappers wijzen erop dat dergelijke "super-tyfoons" in de komende decennia frequenter zullen plaatsgrijpen en leggen een rechtstreeks verband met de klimaatverandering. In deze context zal de vraag van de G77, de coalitie van ontwikkelingslanden binnen de Verenigde Naties, naar effectieve klimaatfinanciering via een mechanisme voor "verlies en schade" op de huidige en toekomstige klimaatonderhandelingen in Warschau (COP19, 2013), Lima (COP20, 2014) en Parijs (COP21, 2015) steeds luider klinken.

Internationale klimaatfinanciering is van in het begin een cruciaal onderdeel van klimaatonderhandelingen geweest. Tijdens de VN-Klimaatop in Kopenhagen (eind 2009) gingen de industrielanden de gezamenlijke verbintenis aan om tegen 2020, via een waaier aan publieke en private financieringsbronnen, jaarlijks voor 100 miljard dollar "nieuwe en additionele middelen" te mobiliseren om de ontwikkelingslanden te ondersteunen in hun strijd tegen de klimaatverandering. Deze belofte werd in Cancun (2010) herbevestigd in de context van betekenisvolle inspanningen voor de vermindering van de uitstoot van broeikasgassen en transparante implementatie.

In Durban (2011) werd een werkprogramma inzake langetermijnfinanciering afgesloten met als doel bij te dragen tot de inspanningen om de mobilisatie van klimaatfinanciering na 2012 te vergroten. In Doha (2012) werd deze belofte ingeschreven in de "*Doha Climate Gateway*". Voor de geloofwaardigheid van de klimaatonderhandelingen en voor het optrekken van het ambitieniveau van een nieuw mondiaal klimaatakkoord dat tegen 2015 moeten worden afgerond, is het belangrijk een duidelijke visie en financieringstraject uit te werken om de aangegane engagementen na te komen.

Bien que la période de “*Fast Start Finance*” (2010-2012) se soit achevée l’année passée, aucun accord n’a pu être trouvé quant à l’élaboration d’une trajectoire de financement pour la période 2013-2020 lors de la conférence sur le climat organisée à Doha (COP18, 2012), ce qui est en contradiction totale avec les besoins croissants de centaines de millions de personnes qui voient leur subsistance compromise par le changement climatique. Ce sont principalement les pays en développement qui subissent les effets du changement climatique, alors qu’ils ne les ont pas provoqués.

Les pays industrialisés ont le devoir de soutenir ces pays et, eu égard au besoin urgent de moyens en matière de mitigation et d’adaptation, le financement international de la lutte contre le changement climatique compte parmi les thèmes importants des négociations internationales.

À Varsovie, une avancée peut et doit être réalisée. On s’attend à ce que certains pays industrialisés présentent individuellement leur stratégie de financement. De plus, le programme de travail sur le financement à long terme de la CCNUCC a récemment été finalisé à Incheon, en Corée (10-12 septembre 2013). Les constatations et les avis qui y ont été formulés constituent un apport important aux négociations de Varsovie, surtout pour les tables rondes ministérielles sur le financement climatique.

À Doha, les pays industrialisés avaient déjà été encouragés à continuer de prévoir, après 2012, des moyens au moins aussi importants que pendant la période de financement à mise en œuvre rapide¹. Pour la Belgique, cela pourrait mener à un engagement de minimum 50 millions d’euros par an. Toutefois, selon certaines estimations, cet objectif ne peut être qualifié d’ambitieux et notre juste contribution est bien plus élevée. D’ici à 2020, notre contribution au financement international de la lutte contre le changement climatique devrait atteindre environ 550 millions d’euros. Dans ce cadre, il est crucial qu’une concertation ait lieu et qu’un accord soit trouvé concernant la répartition des contributions entre les différentes entités de notre pays.

À Doha, il a été décidé que d’ici à 2015, un accord mondial contraignant sur le climat devait être prêt et qu’il entrerait en vigueur en 2020. Si tout va bien, cet accord, qui succédera au protocole de Kyoto, sera signé en décembre 2015 lors du sommet sur le climat qui aura lieu à Paris. Si les pays industrialisés scellent un accord à Varsovie concernant une trajectoire de financement évolutive jusqu’à 2020, établissent un benchmark concret pour 2015 et parviennent ensuite également à

Hoewel de “*Fast Start Finance*”-periode (2010-2012) vorig jaar op zijn einde liep, werd op de klimaatconferentie in Doha (COP18, 2012) geen akkoord bereikt over een financieringstraject voor de periode 2013-2020. Deze gang van zaken staat in schril contrast met de toenemende noden van honderden miljoenen mensen die zich in hun levensonderhoud bedreigd zien ten gevolge van de klimaatverandering. Vooral ontwikkelingslanden ondervinden de gevolgen van een klimaatverandering die ze niet hebben veroorzaakt en worden geconfronteerd met de kosten.

De industrielanden hebben de verantwoordelijkheid om deze landen te ondersteunen en gezien de dringende nood aan middelen voor mitigatie en adaptatie, is internationale klimaatfinanciering steeds een belangrijk agendapunt tijdens de internationale onderhandelingen.

In Warschau moet en kan een doorbraak gerealiseerd worden. Verwacht wordt dat verschillende industrielanden afzonderlijk hun financieringsstrategie zullen voorstellen. Onlangs werd bovendien het UNFCCC *Long-term Finance Work Programme* afgerond in Incheon, Korea (10-12 september 2013). De bevindingen en adviezen die hier werden geformuleerd, vormen een belangrijke input voor de onderhandelingen in Warschau, vooral voor de ministeriële rondetafelgesprekken over klimaatfinanciering.

In Doha reeds werden de industrielanden aangemoedigd om na 2012 minstens evenveel middelen te blijven voorzien als tijdens de snelstartfinancieringsperiode¹. Voor België zou dat kunnen leiden tot een engagement van minstens 50 miljoen euro per jaar. Schattingen wijzen er echter op dat dit niet als een ambitieuze doelstelling beschouwd kan worden en dat onze billijke bijdrage veel hoger ligt. Tegen 2020 zou onze bijdrage aan de internationale klimaatfinanciering moeten aangroeien tot ongeveer 550 miljoen euro. Het is in dit kader cruciaal dat er overleg plaatsvindt en een akkoord wordt bereikt over de verdeling van de bijdragen tussen de verschillende entiteiten in ons land.

In Doha werd beslist dat tegen 2015 een mondiaal, bindend klimaatakkoord klaar moet zijn dat in 2020 in werking zal treden. Als alles goed gaat, wordt deze opvolger van het Kyotoprotocol in december 2015 ondertekend op de klimaatop, die zal plaatsvinden in Parijs. Als de industrielanden in Warschau een akkoord bezegelen over een voortschrijdend financieringstraject tot 2020, een concrete benchmark voor 2015 vastleggen en er vervolgens ook in slagen om de beloofde

¹ Voir p. 14, article 68: <http://unfccc.int/resource/docs/2012/cop18/fre/08a01f.pdf>

¹ Zie p. 13, artikel 68: <http://unfccc.int/resource/docs/2012/cop18/eng/08a01.pdf>

verser effectivement le financement promis, la confiance mutuelle et la volonté de collaborer à Paris s'en trouveront certainement accrues lorsqu'il s'agira de trouver un accord digne de ce nom succédant au protocole de Kyoto. La prise et le respect d'engagements concrets en matière de financement climatique à court terme sont essentiels pour réunir une masse critique suffisante pour réaliser, en 2015, un accord climatique ambitieux, mais ils le sont d'autant plus pour subvenir aux besoins urgents des pays en développement les plus touchés.

Au sein de l'Union européenne, la Belgique doit continuer à jouer un rôle de pionnier dans les négociations internationales sur le climat, ce qu'elle fait en jouant un rôle prépondérant dans l'opérationnalisation du "Fonds vert pour le climat" qui canaliserait une partie de ces flux de financement. Si notre pays veut rester un acteur de premier plan et être un partenaire crédible dans la poursuite de l'opérationnalisation de ce fonds, il est également essentiel que la Belgique prenne un engagement concret en matière de financement pour la prochaine période de financement de la lutte contre les changements climatiques.

Il est urgent de s'accorder sur une répartition des charges tant au niveau mondial et européen qu'au niveau belge. En attendant, le résultat des négociations sur le climat dépend de la bonne volonté des pays développés et des économies émergentes. L'Europe a donc besoin de garanties de la part de ses États membres pour pouvoir adopter une position crédible à la table des négociations internationales.

Un engagement ambitieux de la Belgique doit évidemment s'appuyer sur des sources de financement supplémentaires fiables.

C'est ainsi que le paquet énergie — climat de l'Union européenne prescrit qu'un pourcentage minimal de 50 % des recettes tirées de la mise aux enchères des droits d'émission doit être utilisé pour soutenir la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre, promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et soutenir les pays en développement². Calculées sur la base d'un prix de 10 euros la tonne de CO₂, ces recettes de la mise aux enchères rapporteraient à la Belgique 250 millions d'euros par an en moyenne pour la période 2013-2020. En fonction 1) de la répartition des recettes entre les différentes autorités, 2) du pourcentage mis de côté pour le financement climatique international et 3) du prix du CO₂, cette source de financement innovante pourrait donc prendre en charge une part considérable de la contribution belge.

² Directive 2003/87/CE relative au SCEQE, voir p. 15: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:2003L0087:20090625:fr:PDF>

financiering daadwerkelijk door te storten, dan is de kans groot dat het onderlinge vertrouwen en de bereidheid tot samenwerking in Parijs voldoende groot zal zijn om tot een waardige opvolger van het Kyotoprotocol te komen. Het aangaan en vervullen van concrete engagementen inzake klimaatfinanciering op korte termijn is essentieel voor het opbouwen van voldoende kritische massa voor de realisatie van een ambitieus klimaatakkoord in 2015, maar des te meer om urgente noden in de hardst getroffen ontwikkelingslanden te lenigen.

België moet binnen de EU een voortrekkersrol blijven spelen op de internationale klimaatonderhandelingen. België doet dit door een vooraanstaande rol te spelen bij het operationaliseren van het "Groene Klimaatfonds" dat een deel van deze financieringsstromen zal kanaliseren. Als ons land aan de kar wil blijven trekken en een geloofwaardige partner wil zijn bij de verdere operationalisering van dit fonds, is het ook essentieel dat ons land een concreet engagement aangaat inzake financiering voor de volgende klimaatfinancieringsperiode.

Er moet dringend werk gemaakt worden van akkoorden over zowel een mondiale, Europese als Belgische lastenverdeling. In afwachting daarvan hangt het resultaat van de klimaatonderhandelingen af van de goodwill van de ontwikkelde landen en de opkomende economieën. Europa heeft dus garanties nodig van zijn lidstaten om een geloofwaardige positie aan de internationale onderhandelingsstafel in te kunnen nemen.

Een ambitieus Belgisch engagement moet uiteraard geruggensteund zijn door betrouwbare bijkomende financieringsbronnen.

Zo beveelt het EU Energie- en Klimaatpakket dat minstens 50 % van de veilingopbrengsten van emissierechten moeten gebruikt worden voor de ondersteuning van het beleid ter vermindering van de uitstoot van broeikasgassen, bevordering van energie-efficiëntie en hernieuwbare energie én de ondersteuning van ontwikkelingslanden². Gerekend aan een CO₂-prijs van 10 euro per ton zouden die veilingopbrengsten België voor de periode 2013-2020 gemiddeld 250 miljoen euro per jaar opleveren. Afhankelijk van 1) de verdeling van de opbrengsten onder de verschillende overheden, 2) het percentage dat hiervan opzij gezet wordt voor internationale klimaatfinanciering en 3) de CO₂-prijs, zou deze innovatieve financieringsbron dus een aanzienlijk deel van de Belgische bijdrage voor haar rekening kunnen nemen. Bovendien gaat het hier om nieuwe en

² EU ETS Directive 2003/87/EC, zie p. 15: <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:2003L0087:20090625:en:PDF>

En outre, il s'agit de sources de financement nouvelles et innovantes qui s'ajoutent à l'aide publique au développement (APD).

Les effets de la crise économique et financière ont un impact sur les flux financiers globaux, d'une part, et sur l'exigence de mécanismes globaux de solidarité, d'autre part. Les sources innovantes de financement sont importantes, car elles peuvent être utilisées pour protéger des "biens publics globaux" comme la lutte contre les changements climatiques, et donc contribuer à atténuer les effets négatifs (sur le marché) de la globalisation. Cette recherche de solutions innovantes peut servir de levier pour mobiliser des moyens supplémentaires en vue de résoudre des problèmes liés au développement et de soutenir les pays en développement dans leur lutte contre les changements climatiques. Indépendamment de ce que peut rapporter la vente aux enchères précitée, la Belgique examine également la possibilité de taxer les transactions financières et la navigation internationale dans un cadre européen. Les formes innovantes de financement ne peuvent cependant être utilisées comme excuse pour ne pas respecter l'engagement APD de 0,7 %.

La crise économique et la distribution trop généreuse de droits d'émission durant la phase initiale du système d'échange de quotas d'émissions (ETS) ont donné lieu à un surplus de droits d'émission de CO₂ sur le marché, ce qui a entraîné une forte diminution du prix du CO₂ ces dernières années — jusqu'à 3 à 4 euros la tonne. Ce prix doit remonter de toute urgence, afin qu'il soit à nouveau intéressant pour les entreprises d'investir dans la durabilité, mais aussi pour veiller à ce que le financement de la politique climatique ne soit pas remis en cause. Il convient, à cet effet, de prendre des mesures de réforme structurelle de l'ETS, comme une augmentation de l'objectif européen de réduction des émissions, une réduction des droits (baisse du plafond annuel), un élargissement de la portée de l'ETS à un plus grand nombre de secteurs (par exemple la circulation routière) ou l'instauration d'un prix minimum européen de mise aux enchères³. Étant donné que notre capacité d'augmenter le budget

innovative financieringsbronnen die additioneel zijn aan officiële ontwikkelingshulp (ODA).

De nasleep van de financieel-economische crisis heeft een impact op de globale financieringsstromen enerzijds en op de vraag naar globale solidariteitsmechanismen anderzijds. Innovatieve financieringsbronnen zijn belangrijk omdat deze kunnen ingezet worden om "globale publieke goederen" zoals klimaatverandering, te beschermen en dus bijdragen tot het milderen van negatieve (markt)-effecten van de globalisering. Deze zoektocht naar innovatieve oplossingen kan als hefboom dienen voor de mobilisatie van additionele middelen om ontwikkelingsvraagstukken op te lossen en ontwikkelingslanden te ondersteunen in de strijd tegen klimaatverandering. Naast veilingopbrengsten, gaat de aandacht in België ook naar de belasting op financiële transacties en de belasting op internationale scheepvaart in Europees verband. Innovatieve financiering mag evenwel niet als excuus worden gebruikt voor het niet nakomen van de ODA-verbintenis van 0,7 %.

Door de economische crisis en het al te vrijgevig uitdelen van uitstootrechten in de beginfase van het Europese emissiehandelssysteem (ETS), is er een marktoverschot van CO₂-rechten ontstaan, waardoor de CO₂-prijs de voorbije jaren sterk gedaald is — tot 3 à 4 euro per ton. Die prijs moet dringend weer omhoog, zodat het opnieuw interessant wordt voor bedrijven om te investeren in duurzaamheid, maar ook om ervoor te zorgen dat de financiering van klimaatbeleid niet op losse schroeven komt te staan. Dat vereist maatregelen die het ETS structureel hervormen, zoals het optrekken van de Europese emissiereductiedoelstelling, het uitgeven van minder rechten (jaarlijks verlaagd plafond), het uitbreiden van de reikwijdte van het ETS naar meer sectoren (bijvoorbeeld wegverkeer) of het invoeren van een Europese minimum veilingprijs³. Aangezien onze capaciteit om het budget voor internationale klimaatfinanciering op te trekken in grote mate bepaald wordt door Europese beslissingen, heeft België er alle belang

³ Le Bureau du Plan néerlandais pour l'environnement a examiné différentes options de réforme et a conclu que la meilleure option était l'instauration d'un prix minimum pour les droits d'émission à mettre aux enchères. Voir: <http://www.pbl.nl/node/56816>
Six options de réforme de l'ETS européen ont été retenues dans le rapport "The state of the European carbon market in 2012" (14/11/2012) de la Commission européenne. Voir: http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/reform/docs/com_2012_652_en.pdf

³ Het Nederlandse Planbureau voor het Leefmilieu onderzocht verschillende hervormingsopties en concludeerde dat het instellen van een minimumprijs voor te veilen emissierechten de beste optie was. Zie: <http://www.pbl.nl/node/56816>
In het rapport "The state of the European carbon market in 2012" (14/11/2012) van de Europese Commissie werden zes opties voor hervorming van de EU-ETS naar voren geschoven. Zie: http://ec.europa.eu/clima/policies/ets/reform/docs/com_2012_652_en.pdf

consacré au financement international de la lutte contre les changements climatiques dépend en grande partie de décisions européennes, la Belgique a tout intérêt à plaider activement, au niveau supranational, en faveur de mesures de réforme structurelle de l'ETS.

bij om maatregelen die het ETS structureel hervormen actief te bepleiten op supranationaal niveau.

Karin TEMMERMAN (sp.a)
Véronique BONNI (PS)
Dirk VAN DER MAELEN (sp.a)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

— vu:

A. la dix-neuvième conférence des parties (COP 19) de la CCNUCC à Varsovie du 11 au 23 novembre 2013;

B. les décisions sur le financement de la lutte contre le changement climatique de l'accord climatique de Doha:

a) les pays développés s'engagent à continuer à soutenir les pays en développement et à mobiliser d'ici 2020 annuellement 100 milliards de dollars en faveur d'actions d'adaptation et d'atténuation;

b) le financement relatif à la période 2013-2015 doit au moins rester au même niveau que le financement relatif à la période 2010-2012;

C. les conclusions du Conseil européen (ECOFIN) sur le financement de la lutte contre le changement climatique, en particulier que:

a) *"l'UE continuera à financer la lutte contre le changement climatique après 2012 et devrait s'employer de manière constructive avec d'autres pays développés à définir des moyens d'augmenter le financement de la lutte contre le changement climatique pendant la période 2013-2020, à partir de sources très diverses, publiques et privées, au niveau bilatéral et multilatéral, y compris de nouvelles sources de financement, afin de pouvoir atteindre l'objectif à long terme fixé à l'échelle internationale, consistant à mobiliser conjointement 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 dans le cadre d'actions significatives d'atténuation et aux fins de la transparence dans la mise en œuvre, en vue de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de manière à contenir l'élévation de la température moyenne de la planète au-dessous de 2 °C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle"*⁴;

b) *"l'UE, avec d'autres pays développés, continue de fournir un soutien au-delà de 2012, ainsi qu'il a été décidé à Doha; INSISTE UNE NOUVELLE FOIS à cet égard sur le fait que l'UE et ses États membres continuent à financer la lutte contre le changement*

⁴ Conseil de l'Union européenne, communiqué de presse (ECOFIN), 13 novembre 2012. Cf. p. 2, art. 8: http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/ecofin/133458.pdf

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

— gelet op:

A. de negentiende bijeenkomst van de Partijen bij de Conferentie (COP19) van het UNFCCC in Warschau van 11 tot 22 november 2013;

B. de beslissingen van de *Doha Climate Gateway* inzake klimaatfinanciering:

a) de ontwikkelde landen verbinden zich ertoe om ontwikkelingslanden te blijven ondersteunen en tegen 2020 jaarlijks 100 miljard dollar te mobiliseren voor adaptatie en mitigatie;

b) de financiering in de periode 2013-2015 moet minstens op het niveau van de periode 2010-2012 blijven;

C. de besluiten van de Europese Raad (ECOFIN) inzake klimaatfinanciering, voornamelijk dat:

a) *"the EU will continue to provide climate finance support after 2012 and should work in a constructive manner with other developed countries towards the identification of pathways for scaling up climate finance from 2013-2020 from a wide variety of sources, public finance and private sector finance, bilateral and multilateral, including alternative sources of finance, as needed to reach the international long term committed goal of mobilizing jointly US\$100 billion per year by 2020 in the context of meaningful mitigation actions and transparency on implementation with a view to reducing global greenhouse gas emissions so as to keep the increase in global average temperature below 2 °C compared to preindustrial levels."*⁴;

b) *"de EU, zoals bepaald in het besluit van Doha, samen met andere ontwikkelde landen na 2012 steun blijft verlenen; en HERHAALT dat de EU en haar lidstaten daartoe na 2012 aan de klimaatfinanciering blijven bijdragen; MEMOREERT dat sommige lidstaten al*

⁴ Raad van de Europese Unie, persmededeling (ECOFIN), 13 november 2012. Zie p. 2, art. 8: http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/ecofin/133458.pdf

*climatique après 2012; RAPPELLE qu'un certain nombre d'États membres ont d'ores et déjà annoncé des contributions volontaires pour un montant total de 5,5 milliards d'euros sur leurs ressources respectives"*⁵;

— considérant:

D. que les événements récents aux Philippines montrent une fois de plus que les effets des changements climatiques se font ressentir de plus en plus souvent et de plus en plus durement et qu'ils génèrent des coûts de plus en plus élevés pour les pays en développement, en particulier pour les pays les moins développés et les plus vulnérables, parmi lesquels les petits États insulaires, si bien que leur demande de financement effectif de la lutte contre le changement climatique se fera entendre de plus en plus fort;

E. que les pays industrialisés portent une grande responsabilité historique dans la lutte contre les changements climatiques;

F. que la Belgique n'a toujours pas pris d'engagements concrets pour l'après-2012;

G. qu'il a été convenu, à Doha, de maintenir le financement pour la période 2013-2015 à un niveau au moins équivalent à celui de la période 2010-2012;

H. que les sources de financement innovantes peuvent servir de levier pour mobiliser des moyens supplémentaires dans la lutte contre les changements climatiques;

I. que le système d'échange de quotas d'émission doit être réformé d'urgence;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de conclure un accord équilibré avec les gouvernements régionaux concernant les clés de répartition utilisées pour déterminer leurs parts respectives dans le produit des mises aux enchères belges de droits d'émission et dans la contribution belge au financement international de la lutte contre le changement climatique;

2. de mettre en place, en collaboration avec les gouvernements régionaux, une stratégie pour la contribution belge au financement international de la lutte contre le

⁵ Conseil de l'Union européenne, communiqué de presse (ECOFIN), 14 mai 2013. Voir: http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressData/fr/ecofin/137330.pdf

*vrijwillige bijdragen voor klimaatfinanciering voor een totaalbedrag van 5,5 miljard euro uit hun desbetreffende financieringsvoorzieningen hebben aangekondigd."*⁵

— overwegende dat:

D. de recente gebeurtenissen op de Filipijnen nogmaals aantonen dat de gevolgen van de klimaatverandering zich steeds vaker en harder laten voelen en steeds hogere kosten genereren voor de ontwikkelingslanden, in het bijzonder de minst ontwikkelde en meest kwetsbare landen, waaronder de kleine eilandstaten, waardoor hun vraag naar een effectieve klimaatfinanciering steeds luider zal klinken;

E. de industrielanden een grote historische verantwoordelijkheid dragen in de strijd tegen de klimaatverandering;

F. België vooralsnog geen concrete verbintenis is aangegaan voor de post-2012 periode;

G. in Doha werd afgesproken om de financiering voor de periode 2013-2015 minstens op het niveau van de periode 2010-2012 te houden;

H. innovatieve financieringsbronnen als hefboom kan dienen voor de mobilisatie van additionele middelen in de strijd tegen klimaatverandering;

I. het emissiehandelssysteem dringend hervormd moet worden;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. werk te maken van een evenwichtig akkoord met de gewestregeringen over verdeelsleutels die hun respectievelijke aandelen bepalen in de Belgische emissieovertredingsopbrengsten en de Belgische bijdrage aan de internationale klimaatfinanciering;

2. samen met de gewestregeringen een strategie voor de Belgische bijdrage aan de internationale klimaatfinanciering op te zetten en een lineair groeipad uit

⁵ Raad van de Europese Unie, persmededeling (ECOFIN), 14 mei 2013. Zie: http://www.eerstekamer.nl/eu/documenten/9405/13_verslag_raad_ecofin_mei_2013/f=/vjb5hz68eaij.pdf of http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/ecofin/137109.pdf

changement climatique et d'élaborer un scénario de croissance linéaire comportant des points de repère concrets pour la période 2013-2020;

3. d'affecter une partie du produit de la mise aux enchères des droits d'émission au financement international de la lutte contre le changement climatique;

4. de veiller à ce que la Belgique mobilise suffisamment de moyens publics et privés pour pouvoir respecter ses engagements en matière de financement de la lutte contre le changement climatique;

5. d'accélérer, au niveau international, la conclusion d'un accord sur une répartition des charges équitable à l'échelle mondiale et à l'échelle européenne;

6. de plaider en faveur d'une réforme du système d'échange de quotas d'émission, incluant principalement l'instauration d'un prix minimum européen pour les droits d'émission;

7. de plaider pour l'instauration de mécanismes de financement innovants.

13 novembre 2013

te stippelen met concrete benchmarks voor de periode 2013-2020;

3. een deel van de opbrengst van de veiling van emissierechten te gebruiken voor internationale klimaatfinanciering;

4. erop toe te zien dat België voldoende publieke en private middelen mobiliseert om haar verbintenissen inzake klimaatfinanciering na komen;

5. op internationaal niveau een akkoord over een billijke mondiale en Europese lastenverdeling te bespoedigen;

6. te pleiten voor een hervorming van het emissie-handelssysteem, voornamelijk de invoering van een Europese minimumprijs voor emissierechten;

7. te pleiten voor de invoering van innovatieve financieringsmechanismen.

13 november 2013

Karin TEMMERMAN (sp.a)
Véronique BONNI (PS)
Dirk VAN DER MAELEN (sp.a)